

La Déclaration Balfour : contexte et conséquences

Par Yakov Rabkin, Professeur titulaire au département d'histoire de l'Université de
Montréal

VERSION PDF

La Déclaration Balfour faite par le ministre des affaires étrangères britannique en novembre 1917 est un document historique dont la portée se fait sentir jusqu'à nos jours. Elle est à l'origine de la reconnaissance internationale de la colonisation sioniste en Palestine et du conflit que cette colonisation a engendré. La déclaration reflète en même temps l'antisémitisme qui stipule que les juifs constituent un corps étranger et ne peuvent pas faire partie intégrale de leurs pays. Leur place serait alors en Palestine. Les sionistes visent à transformer la Palestine en un État pour les juifs, ce que les Britanniques comprennent, mais ne formulent pas publiquement. La déclaration met fin aux promesses britanniques faites aux dirigeants de la région de favoriser la mise en place d'un grand État arabe indépendant. Par contre, le concept d'un État juif acquiert alors une légitimité internationale à travers la Société des Nations et les Nations Unies.

sionisme ; sionisme chrétien ; antisémitisme ; colonisation ; Palestine ; Israël ;

La Déclaration Balfour est une lettre dactylographiée qu'Arthur Balfour, le ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, expédie le 2 novembre 1917 à Lionel Walter Rothschild, un leader de la communauté juive à Londres disposé à appuyer les sionistes. La lettre est si brève que la citer en entier n'alourdira guère cet article :

« Cher Lord Rothschild,

Au nom du gouvernement de Sa Majesté, j'ai le plaisir de vous adresser ci-dessous la déclaration de sympathie à l'adresse des aspirations juives et sionistes, déclaration soumise au Parlement et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et fera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera accompli qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Arthur James Balfour »

À la différence du terme « État » le vocable « foyer » est ambigu et ne possède aucun statut en droit international. Une semaine plus tard, la lettre est reproduite dans le *Times* sous le titre « Palestine for the Jews. Official Sympathy ». Le titre met en relief ce que la lettre tend à masquer : « La Palestine aux juifs » est bien différente de « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ». Par ailleurs, l'original de la lettre rédigée par nul autre que Rothschild lui-même au cours de l'été 1917 parle également de la « reconstitution de la Palestine comme foyer national

juif». Les sionistes visent à transformer la Palestine en un État pour les juifs, ce que les Britanniques comprennent, mais n'articulent alors pas.

Un des rédacteurs de la lettre à Rotschild, Leopold Amery, secrétaire dans le cabinet de guerre en 1917-18, témoigne sous serment trois décennies plus tard devant la Commission anglo-américaine que « tous ceux qui y étaient impliqués lors de la Déclaration Balfour comprenaient que la phrase "l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif" voulait dire que la Palestine deviendrait en fin de compte une république ou un État juif. » En effet, tout en dissimulant ce fait, tant Balfour que David Lloyd George, son premier ministre au moment de la Déclaration, admettent en privé qu'ils ambitionnent finalement la création d'un État juif¹.

La date de la lettre est celle de la victoire décisive que l'armée britannique remporte contre les forces ottomanes à Gaza. Celle-ci survient suite à la « Grande révolte arabe » qui a considérablement facilité la défaite des Ottomans. N'ayant plus autant besoin des Arabes, la Grande-Bretagne se tourne vers les sionistes, ce qui ne peut que provoquer les protestations des nationalistes arabes à qui Londres a promis, notamment dans l'accord Hussein — MacMahon, conclu en 1915, de favoriser la mise en place d'un grand État arabe indépendant. Il n'est pas difficile d'y entrevoir la stratégie millénaire du « diviser pour régner ».

Les sionistes

Qui sont les sionistes et pourquoi Balfour s'adresse-t-il en pleine guerre à l'un des leurs sympathisants à Londres ? Tout nationalisme s'appuie sur des « communautés imaginées² », mais certaines paraissent plus imaginées que d'autres. La plupart des nationalismes européens ont été construits à partir d'identités régionales qu'il a alors fallu fondre en des identités nationales. En ce sens, le sionisme politique³ est à la fois typique et exceptionnel.

Il est typique en ce qu'il s'inscrit dans le cadre historique des nationalismes ethniques de la fin du XIX^e siècle. Le nationalisme qui a fondé Israël est dans son essence profondément européen : il fut élaboré par des Européens pour résoudre la « question juive », elle aussi européenne. Les sionistes ont cependant dû déployer des moyens considérables pour, en l'espace d'un siècle, transférer près de la moitié des juifs du monde en Palestine.

Le sionisme est avant tout un mouvement idéologique d'autodétermination, plutôt qu'un plan pragmatique de sauvetage des juifs en détresse, une sorte de « Croix Rouge pour les juifs⁴. » Ainsi, on attribue à Haïm Weizmann (1874-1952), originaire de Russie et futur premier président d'Israël, l'affirmation suivante : « Rien ne peut être plus superficiel, rien ne peut être plus faux, que de dire

¹ David Gilmour, "The Unregarded Prophet: Lord Curzon and the Palestine Question" in *Journal of Palestine Studies* 25 (3), 1996, p. 64.

² Voir Benedict Anderson, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1991.

³ Il existe également d'autres versions du sionisme, notamment le sionisme culturel dont certains protagonistes sont mentionnés dans le livre de Benedict Anderson. Cependant, quand on parle de sionisme tout court, cela renvoie au sionisme politique tel qu'on l'entend depuis 1942.

⁴ Georges Bensoussan, *Un nom impérissable. Israël, le sionisme et la destruction des Juifs d'Europe (1933-2007)*, Paris, Seuil, 2008, p. 63.

que les souffrances des Juifs russes sont la cause du sionisme. La cause fondamentale du sionisme est et a toujours été l'effort inébranlable d'acquérir un centre national⁵. »

Ce qui rend le sionisme exceptionnel est le besoin de créer un peuple à partir de groupes religieux disparates et dispersés de par le monde. Si, par exemple, les nationalistes lituaniens n'avaient qu'à acquérir un contrôle politique et économique du pays déjà peuplé de ceux qu'ils proposaient de libérer, les sionistes durent non seulement façonner et diffuser un sentiment national de type européen chez les juifs qui y étaient étrangers, mais également leur fournir une langue commune. À la différence des autres nationalismes européens, il fallait former des colons à partir de ces populations très diverses, de façon à permettre la mise en place de colonies de peuplement en Asie occidentale, à l'instar des colonies européennes en Afrique, en Australie et aux Amériques. En effet, au tournant du XX^e siècle, la plupart des juifs occidentaux ne se considéraient guère comme appartenant à une nation ou une race distincte au sens européen.

Rappelons que tant le sionisme que l'antisémitisme prennent racine en Europe, d'où sont issus le colonialisme et la discrimination raciale. Le courant dominant du mouvement sioniste continue de s'inspirer des nationalismes européens en encourageant la colonisation de peuplement, qui exclut, voire dépossède, la population locale. Le sionisme arrive à former un État ethnocratique au moment même où le nationalisme ethnique est discrédité suite aux horreurs de la période nazie. De plus, les sionistes visent à établir leur souveraineté sur un territoire où ils constituent une minorité immigrée composée de groupes ethniques assez disparates. C'est pour ces raisons qu'on qualifie le sionisme de « fils illégitime du nationalisme ethnique »⁶.

Sionisme et antisémitisme

L'antisémitisme racial, qui, comme le sionisme politique, prend ses origines vers la fin du 19^e siècle, va de pair avec l'appui au projet sioniste. Il y a au moins trois principes sur lesquels ces courants étaient d'accord : les juifs ne sont pas un groupe religieux, mais une nation, voire une race, à part ; ils ne pourront jamais s'intégrer dans leur pays natal et, finalement, la seule solution du problème juif réside dans leur exode hors d'Europe.

Le lien entre sionisme et antisémitisme n'est donc pas que circonstanciel, mais enraciné profondément dans l'idée que le juif appartient à une nation à part⁷.

Comme Balfour, les dirigeants sionistes s'opposent au modèle de société libéral, car il menace le maintien de « l'identité nationale juive ». Cette opposition est fondamentale, car le projet sioniste et l'État qu'il engendre sont basés sur le nationalisme ethnique. Chaque acte de violence anti-juive en Europe est suivi par un appel des dirigeants israéliens aux juifs pour les inviter à émigrer en Israël. Cela introduit une note de discorde constante dans les rapports qu'entretient l'État d'Israël avec les juifs qui évoluent au sein des démocraties libérales.⁸

⁵ Haïm Weizmann cité dans I. M. Rabinowitch, « Political Zionists and the State of Israel », *The [Jewish] Guardian*, n° 1, avril 1974, p. 10.

⁶ Michael Neumann, *The Case Against Israel*, Petrolia/Oakland (CA), *CounterPunch/Ak Press*, 2005.

⁷ Actuellement, plusieurs partis de droite européens, ayant généralement des antécédents antisémites, sont les plus ardents défenseurs de l'État d'Israël et du sionisme.

⁸ <https://www.theguardian.com/world/2015/feb/16/leaders-criticise-netanyahu-calls-jewish-mass-migration-israel>

Cette opposition au libéralisme reflète également les attitudes antisémites des partisans non juifs du sionisme. Ainsi les promoteurs chrétiens du sionisme, de lord Shaftesbury à Balfour, s'opposent systématiquement à l'émancipation et à l'immigration des juifs en Grande-Bretagne. Tout comme les sionistes juifs, leurs précurseurs chrétiens redoutent l'émancipation des juifs qui les aurait privés de leur identité comme nation distincte⁹. Le sentiment antilibéral n'est donc pas fortuit, mais fait plutôt partie intégrale du projet sioniste. Pour ces politiciens britanniques, les juifs constituent un peuple dont la place est en Palestine et qui, sous domination sioniste, devrait devenir une « grande force conservatrice » dans la politique mondiale¹⁰.

Un des objectifs de la lettre de Balfour est de consolider l'appui américain à la guerre plutôt que d'attirer les sympathies des colons sionistes en Palestine, alors trop peu nombreux ou influents. Les leaders sionistes à l'origine de cette initiative, les juifs russes Haïm Weizmann et Nahum Sokolow (1860-1936), encouragent Balfour, prédisposé par ses sentiments antisémites, à croire à l'influence politique de « la juiverie mondiale », surtout aux États-Unis et en Russie. Ils lui cachent cependant le fait que cette influence est largement un fruit de leur invention et, surtout, que le mouvement sioniste est alors loin d'être populaire parmi les juifs.

Beaucoup de juifs voient en effet dans le sionisme une menace à leur intégration dans leurs pays respectifs ainsi qu'un projet réactionnaire visant à les distraire de la lutte contre la discrimination et l'antisémitisme. Par exemple, en France au tournant du 20^e siècle, les rabbins sont unanimes : le sionisme est « mesquin et réactionnaire ». Le procès Dreyfus ne change guère cette opinion. Les réactions à la Déclaration Balfour vont dans le même sens. Par exemple, suite à la publication de celle-ci, Edwin Montagu, homme d'État britannique de renom, accuse publiquement son gouvernement d'antisémitisme¹¹. De l'autre côté de l'Atlantique, les synagogues libérales dénoncent la démarche britannique en même temps que les syndicats à prédominance juive, les tailleurs et les chapeliers, refusent d'endosser le projet sioniste au sein de l'*American Federation of Labor* (AFL)¹². Par contre, l'establishment protestant aux États-Unis appuie avec enthousiasme la Déclaration Balfour.

Pour les rabbins de France, l'identification avec la France et ses valeurs nationales prime incontestablement sur l'idée d'une nation juive à part, ce qui n'est pas en contradiction avec le sentiment de solidarité, comme en matière d'aide aux juifs des pays arabes et de Russie. De l'autre côté, « les juifs de France prirent toujours soin de distinguer entre leur antipathie pour l'idéologie nationale et leur attachement à la Terre sainte »¹³. Aux Pays-Bas, tout juif qui se joint à l'organisation sioniste risque l'excommunication. En Allemagne, les religieux orthodoxes les plus stricts et les libéraux trouvaient, à leur propre surprise, un terrain commun dans le fait de contrecarrer le sionisme qui ne pouvait que miner leur situation.

⁹ Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism*, op. cit., p. 77.

¹⁰ Cette prémonition s'avère vraie au tournant du 21^e siècle. La minorité que constituent actuellement les partisans les plus cohérents du mouvement sioniste constitue en effet une force conservatrice qui tisse des liens étroits avec les partis et les mouvements de droite, voire d'extrême droite qui, à leur tour, offrent à Israël leur appui indéfectible. Voir http://www.ide.go.jp/Japanese/Publish/Periodicals/Me_review/1412_01.html

¹¹ Edwin Montagu, Memorandum on the Anti-Semitism of the Present Government — Submitted to the British Cabinet, août 1917, <www.zionism-israel.com/hdoc/Montagu_balfour.htm>

¹² Sheila Stern Polishook, « The American Federation of Labor, Zionism and the First World War », *American Jewish Historical Quarterly*, vol. 65, no 3, 1976, p. 228-244.

¹³ Michel Abitbol, *Les deux terres promises : les juifs de France et le sionisme*, Paris, Olivier Orban, 1989, p. 43.

L'opposition à toute coopération avec les sionistes est particulièrement forte en Allemagne au tournant du 20^e siècle. Rappelons que ce sont les juifs allemands qui protestent contre la tenue du premier congrès sioniste dans leur pays, lequel est finalement transféré en Suisse.¹⁴ Ces derniers considèrent comme antisémite toute suggestion selon laquelle ils ne feraient pas partie de la nation allemande.

Depuis lors, les sionistes auraient renversé le sens de l'antisémitisme : il fut un temps en Europe où celui qui affirmait que les juifs, du fait de leur origine, constituaient un peuple étranger était désigné comme antisémite. Aujourd'hui, *a contrario*, qui ose déclarer que ceux qui sont considérés comme juifs dans le monde ne forment pas un peuple distinct ou une nation en tant que telle, se voit immédiatement stigmatisé comme « ennemi d'Israël ».¹⁵ L'histoire n'en est donc pas à une ironie près.

Depuis longtemps mal à l'aise avec les minorités, l'Europe devient particulièrement intolérante lors de la montée du nationalisme ethnique au tournant du 20^e siècle, qui prend parfois des formes de « racisme scientifique ». L'effondrement des empires multinationaux comme conséquence de la Première Guerre mondiale donne libre cours au nationalisme ethnique et c'est ainsi que plusieurs nouveaux États se forment en Europe centrale et orientale au sortir de la guerre. La Grande-Bretagne qui, non seulement garde alors son empire, mais vise à l'étendre au Moyen-Orient, exprime donc par la Déclaration Balfour son appui à l'idée d'un « foyer national juif en Palestine ». En ce sens, le sionisme fait partie intégrante de l'aventure coloniale européenne. Aux yeux des juifs comme de l'opinion publique majoritaire en Europe, le colonialisme n'avait alors aucune connotation négative : le principal organe financier du mouvement sioniste s'appelait, par exemple, le *Jewish Colonial Trust*.

Sionisme et judaïsme

La prière de retour en Terre sainte fait partie de la liturgie juive depuis des siècles. La tradition préconise l'idée que ce retour doit faire partie d'un projet messianique plutôt que d'une initiative humaine de migrer vers la Terre promise. Selon celle-ci, la Terre d'Israël serait acquise par l'effet universel des bonnes actions dans le cadre d'un projet messianique. Elle serait alors permanente parce que réalisée directement par Dieu.

Un abîme s'ouvre ainsi entre la sensibilité historique des sionistes inspirés largement par le nationalisme romantique en Europe centrale et orientale du tournant du XX^e siècle et celle de la tradition juive. Le caractère miraculeux du Salut est un concept classique du judaïsme. Pour beaucoup de juifs pieux, l'abdication du pouvoir politique en Terre d'Israël fait donc partie intégrante de leur rapport au monde. À cet effet, le Talmud rapporte trois serments prêtés à Dieu à la veille de la dispersion du reste de la communauté aux quatre coins du monde : ne pas rentrer en masse et avec force dans la Terre d'Israël, ne pas se rebeller contre les nations et que les nations n'asservissent pas de façon excessive le peuple d'Israël¹⁶. Ces serments se trouvent au centre des discussions qui portent sur l'admissibilité judaïque du recours à la force. À la suite du génocide nazi, on entend régulièrement l'argument selon lequel les trois serments seraient désormais caducs. La

¹⁴ « Zionist Congresses », *Encyclopaedia Judaica*, vol. 16, p. 1164.

¹⁵ Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, op. cit., p. 35.

¹⁶ *Talmud de Babylone*, « Traité Ketouboth », p. 111a.

violation par les massacres nazis du troisième serment annulerait les deux autres. Or, il ne s'agit point d'un accord entre deux parties, les juifs et les non-juifs, mais d'un serment prêté à Dieu.

Les historiens du judaïsme s'entendent sur le fait que la peur d'accélérer la rédemption n'est point une innovation antisioniste d'une école de pensée particulière¹⁷. Elle n'est pas mobilisée pour les besoins de la cause, mais fait partie de la continuité juive. Elle a des racines profondes dans la littérature juive classique. Pendant des générations, bien avant l'essor du sionisme, des sages d'Israël ont enjoint aux juifs d'accepter le joug de l'exil. Même si on invoque les serments lorsque l'*aliya*, c'est-à-dire l'installation en Terre d'Israël, devient une option sociale viable, l'usage proprement juridique des trois serments précède de plusieurs siècles l'essor du sionisme politique et ne constitue donc pas une innovation antisioniste¹⁸. Les trois serments sont à l'origine des avertissements émis en Espagne au XV^e siècle dans le contexte de la reconquête chrétienne de la péninsule et, *a fortiori*, de l'expulsion des juifs d'Espagne. Un nombre très restreint d'exilés d'Espagne s'établissent en Terre d'Israël, qui fait alors partie de l'Empire ottoman et qui les accueille généreusement. C'est pourquoi les juifs arrivent au sionisme plusieurs siècles après les chrétiens.

Avant Balfour : le sionisme chrétien au XIX^e siècle

La traduction de la Bible en langues vernaculaires au cours de la Réforme, surtout en anglais, a encouragé la croyance voulant que la concentration des juifs en Terre sainte constitue un événement d'importance capitale pour la chrétienté. Cette mesure ramènerait Jésus sur Terre en précipitant l'apocalypse et le triomphe ultime du christianisme, marqué par l'entrée massive des juifs dans la chrétienté. Cette idée va commencer à être diffusée d'abord en Grande-Bretagne, alors même qu'il n'y a plus de juifs dans le pays depuis plusieurs siècles (ils ne sont autorisés à y retourner que sous Oliver Cromwell en 1656). En 1621, on voit ainsi apparaître en Angleterre un livre sous le titre *The World's Great Restauration, or Calling of the Jews, and with them of all Nations and Kingdoms of the Earth to the Faith of Christ*. Le livre est vite censuré parce que jugé séditieux. Mais les puritains vont néanmoins diffuser ces idées en Amérique du Nord, et c'est dans le monde anglo-saxon que le « sionisme » (bien avant que le mot ne soit inventé) va s'articuler et se renforcer à partir du XVIII^e siècle. Joseph Priestley (1733-1804), scientifique et philosophe de renom, essaie par exemple de convaincre le rabbin britannique David Levi (1740-1799) d'organiser un transfert des juifs en Palestine. Le rabbin rejette l'idée de restauration des juifs en Terre sainte par des moyens matériels et affirme que les juifs doivent accomplir leur mission dans leurs pays de résidence.¹⁹

La lecture littérale de la Bible, propre à plusieurs courants protestants souvent qualifiés de fondamentalistes, constitue la base idéologique du sionisme. À la différence de la lecture interprétative qu'en fait l'Église catholique, le protestant établit un lien immédiat et intime avec la parole de Dieu, en remplaçant la tradition développée par le Vatican par une lecture autonome de la Bible. Le mouvement chrétien « sioniste » avant l'heure est initié par un anglican, John Nelson

¹⁷ Aviezer Ravitzky, *Messianism, Zionism, and Jewish Religious Radicalism*, Chicago, University of Chicago Press, 1996, p. 18.

¹⁸ L'édition Artscroll du *Talmud de Babylone* (« Ketoubah », p. 111a2, note 13) rapporte une série de références rabbiniques aux trois serments et au danger de les transgresser : Rabbeinu Bahiya sur Genèse 32, 7 ; Abarbanel, Yeshouoth Meshiho partie 1, p. 11 b ; Kaftor ve-ferah, Jérusalem, 5657, p. 197 ; Yefe Toar sur Vayikra rabba 19, 5 ; Yefe Kol sur Shir ha-shirim rabba 2, 7.

¹⁹ Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism: its Roots in Western History*, Londres, Zed Books, 1986, p. 39.

Darby, dans la première moitié des années 1830. Il formule une doctrine qu'il appelle le « dispensationalisme ». En s'appuyant sur la lecture littérale de trois versets bibliques (Genèse 15, 18-21), il affirme que le Second Avènement du Christ n'est possible que si la Terre d'Israël appartient exclusivement aux juifs. Cette doctrine novatrice trouve un écho favorable aux États-Unis, où voit le jour en 1908 la *Scofield Reference Study Bible*. Les interprétations des versets que contient cette édition de la Bible acquièrent une popularité durable. C'est en se basant sur ces idées que les auteurs contemporains Tim LaHaye et Jerry Jenkins rédigent *Left Behind* (Les survivants de l'Apocalypse, littéralement « laissés derrière »), diffusé à plus de 100 millions d'exemplaires et adapté à l'écran. L'État d'Israël y est clairement présenté comme une matérialisation des visions de Darby. Le sionisme chrétien, actuellement une force politique redoutable, est donc l'héritier d'une tradition plusieurs fois séculaire. L'idée que, de nos jours, les juifs appartiennent à la Terre sainte n'est pas étrangère non plus aux philosophes allemands. Pour Emmanuel Kant, les juifs sont « des Palestiniens qui vivent parmi nous »²⁰, alors que l'antijudaïsme foncier de Johann Gottlieb Fichte considère qu'il « faut conquérir la Terre sainte et les y envoyer tous »²¹. En France, la proclamation de Napoléon invitant les juifs à s'établir en Terre sainte sous la protection de l'armée française s'inspire, quant à elle, plutôt de considérations géopolitiques — qui, par ailleurs, sont rarement absentes des projets à caractère apparemment théologique visant la judaïsation de la Palestine.

La Grande-Bretagne ouvre son premier consulat à Jérusalem en 1838. Peu après, est publié l'appel d'un groupe de théologiens écossais, qui exhorte « les monarques protestants de l'Europe » à encourager le peuplement juif en Palestine. Le *Times* de Londres publie en 1840 un « Mémoire aux souverains protestants »²² qui appelle au retour des juifs en Palestine, ce qui démontre que ce projet n'est déjà plus seulement un vœu pieux de quelques protestants fervents, mais s'est mué en un objectif politique. La figure de Lord Palmerston (1784-1865), ministre britannique des Affaires étrangères puis premier ministre, est emblématique de cette nouvelle dynamique. Bien qu'il ne soit pas un lecteur assidu de la Bible, c'est lui qui transforme l'activisme évangélique en un programme géostratégique qui octroie aux juifs le rôle de tête de pont des intérêts britanniques. Palmerston va d'ailleurs s'adresser directement à la reine Victoria à ce propos tandis que le Colonial Office élabore de son côté, à partir de 1845, des plans concrets pour un protectorat britannique qui deviendrait un État hébreu indépendant, même si, à l'époque, il est plutôt inhabituel pour les fonctionnaires coloniaux d'encourager des mouvements d'indépendance nationale.²³ Ces plans prévoient également la déportation des populations locales afin de créer l'espace vital pour les futurs immigrants. Ce sionisme européen, articulé par des hommes d'État britanniques, est bien antérieur au mouvement fondé par Théodore Herzl, journaliste et dramaturge populaire à Vienne, en 1897.

Également bien avant la lettre de Balfour, un visionnaire protestant du nom de William Hechler (1845-1931) noue des liens d'amitié avec Herzl et l'encourage à rassembler les juifs en Terre promise. Hechler devient ainsi « le prophète » qui inspire « le prince » Herzl dans ses projets de Salut des juifs.²⁴ Le programme de Herzl semble en fait être largement d'inspiration protestante, comme le souligne André Chouraqui (1917-2007), auteur de renom et ancien maire adjoint de Jérusalem :

Grâce à lui [Hechler], Herzl peut pressentir les réalités d'une certaine incarnation du verbe et accepter l'évidence

²⁰ Cité dans *ibid.*, p. 37.

²¹ Cité dans *ibid.*, p. 38.

²² Isaiah Friedman, *The Question of Palestine: British-Jewish-Arab Relations, 1914-1918*, Brunswick (NJ), Transaction Publishers, 1992, p. xvi.

²³ Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism*, op. cit., p. 58.

²⁴ Claude Duvernoy, *Le prince et le prophète*, Vannes, Keren Israël, 1996.

d'une transcendance. C'est un chrétien, le chapelain de l'Ambassade britannique à Vienne, qui se dresse à la droite de Herzl et qui, du début à la fin, l'accompagne dans la Voie – couple en vérité étrange que celui-ci : un journaliste dont les pièces de théâtre connaissent un certain succès sur les boulevards des grandes capitales – complètement déjudaïsé – qui avait tout d'abord pensé à la conversion massive de tout Israël et à sa rentrée dans le giron de l'Église pour mettre fin une fois pour toutes aux tragédies de l'antisémitisme ; et un « chrétien de Cour », rêvant tous deux à la rédemption d'Israël et à la restauration de Sion. Tous deux cependant cheminent et nous enferment dans le ventre du paradoxe où juifs et chrétiens sont pris à l'heure des ultimes confrontations de l'histoire.²⁵

Animé par ce messianisme sioniste, André Chouraqui ajoute que « sans la main ferme de Hechler qui le reconnaît et ouvre devant lui les premières portes — les plus importantes — Herzl, comme Moïse devant le buisson, comme Jonas devant l'appel n'aurait-il pas tenté de fuir, d'échapper à sa destinée ? »²⁶

Ce sont donc les motifs chrétiens de la Restauration des juifs en Terre promise qui transforment l'espoir judaïque du Retour, caractérisé, comme nous l'avons vu, par une tout autre sensibilité et finalité. Puisque la tradition juive préconise l'idée que ce retour doit faire partie d'un projet messianique plutôt que d'une initiative humaine de migration vers la Terre promise, le projet sioniste reflétant les motifs chrétiens est rejeté par la grande majorité des juifs au tournant du XX^e siècle. La tradition juive ne trouve guère de place dans le projet sioniste, qui non seulement prend ses origines dans les cercles protestants, mais est de surcroît porté largement par des athées ou agnostiques d'origine juive. Par contre, le sionisme reflète bien la sensibilité biblique propre aux cercles dirigeants en Grande-Bretagne, dont Balfour.

Sionisme et histoire

Ce rapport à la Bible, comme à l'histoire en dernière instance, sera plus tard instrumentalisé par les leaders sionistes. « L'héritage biblique, commun à tous les juifs, pourrait aider à cimenter l'unité et, finalement, à [les] transformer »²⁷. C'est Ben Gourion qui écrit cela, tout en s'insurgeant contre la tradition judaïque, qui avait l'habitude de citer la Bible afin de justifier le projet sioniste. Par exemple, dans ses mémoires, il relie les origines de Tsahal au « pouvoir souverain des Hébreux après les règnes de Juda et d'Israël »²⁸. Pour lui, le droit d'établir l'État sioniste « dérive de la chaîne ininterrompue et historique qui lie le peuple juif à la patrie de ses ancêtres, une chaîne qui a été également reconnue comme légale par les nations ». ²⁹ En invoquant « la chaîne ininterrompue », il ignore ses propres écrits de 1918 dans lesquels il affirmait que les autorités romaines n'ont exilé que quelques élites et que la majorité des juifs de l'époque du Second Temple est restée dans le pays en poursuivant les activités économiques. Par ailleurs, les historiens de l'époque romaine n'appuient pas la thèse de l'exil de toute une population dans aucun pays conquis. Plus tard, sous l'influence byzantine, puis arabe, cette population s'est transformée en ceux qui aujourd'hui s'identifient comme Palestiniens.

En 1922, Ben Gourion affirme même que les *fellahin* (agriculteurs) palestiniens sont les plus probables descendants biologiques des juifs du 1^{er} siècle³⁰. Or, moins de 30 ans plus tard, donnant

²⁵ André Chouraqui, « Préface », dans Claude Duvernoy, *Le prince et le prophète*, *op. cit.*, p. 4.

²⁶ *Ibid.*, p. 3-4.

²⁷ Colin Shindler, *A History of Modern Israel*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 92.

²⁸ David Ben Gourion, *Israël, années de lutte*, Paris, Flammarion, 1964, p. 60.

²⁹ *Ibid.*, p. 72.

³⁰ Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, Fayard, 2008, p. 260-262.

l'exemple à tous les futurs dirigeants d'Israël, il refuse catégoriquement le retour sur leurs terres et habitations ancestrales à ces Palestiniens devenus réfugiés en 1947-1949. Pour lui, les colons juifs d'origine européenne ont remplacé la population locale dans le rôle des héritiers légitimes des Hébreux bibliques.

En 1952, en prenant le récit biblique pour un document historique et juridique, Ben Gourion, dans un discours portant sur les relations étrangères devant la Knesset, affirme que son gouvernement ne garde « aucune rancune des actes dont elle [l'Égypte] s'est rendue coupable envers [nos] ancêtres sous le règne des pharaons³¹. » Cette référence aux événements que relate la Bible illustre bien le type de questions que pose le caractère sioniste de l'État d'Israël en termes de rationalité du discours en politique internationale.

Ces questions n'ont pas disparu depuis l'époque des fondateurs de l'État. Ainsi, en 2010 dans un discours officiel à Washington, le premier ministre israélien Benyamin Netanyahou repousse « la tentative de décrire les juifs comme des étrangers colonialistes dans leur propre patrie » en ces termes :

Ceci est l'un des grands mensonges des temps modernes. Dans mon bureau, j'ai une chevalière qui m'a été prêtée par le Département israélien des antiquités. Cet anneau a été trouvé près du mur occidental, il remonte à 2 800 ans, deux cents ans après que le Roi David eut déclaré Jérusalem capitale de notre peuple. Cet anneau est un sceau qui a appartenu à un fonctionnaire juif, et son nom est inscrit dessus en hébreu. Le nom de ce fonctionnaire juif est Netanyahu. Netanyahu Ben-Yoash. C'est mon nom de famille³².

Plusieurs observateurs ont cependant fait remarquer que le nom de famille d'origine du premier ministre est Mileikowsky, son père, né dans l'Empire russe en 1910, ayant, comme beaucoup de sionistes, choisi le pseudonyme « Netanyahu » (Don de Dieu) d'abord juste comme un nom de plume³³. Par ailleurs, durant les années 1970, qu'il passe aux États-Unis, le futur premier ministre aurait abrégé son nom de famille à « Nitai », un autre nom de plume utilisé par son père, pour que les Américains le trouvent plus facile à prononcer. C'est la nature de l'argument, et non les détails des transformations appellatives, qui démontre l'usage anhistorique de l'archéologie,³⁴ comme celui de la Bible, dans le discours sioniste.

À ce propos, l'intellectuel israélien Amnon Raz-Krakotzkin a mis en relief, d'une façon aussi précise que concise, le paradoxe de la position des fondateurs du sionisme : « Dieu n'existe pas et Il nous a promis cette terre³⁵. » Or, se référer à la promesse divine était et reste efficace devant des auditoires à prédominance protestante. Si Ben Gourion, en montrant la Bible, gagne la sympathie des membres de la Commission Peel,³⁶ Benjamin Netanyahou, en invoquant la promesse divine, provoque des ovations devant les deux chambres du Congrès des États-Unis en 2011. Cet enthousiasme s'explique en partie par l'influence de plusieurs groupes évangéliques protestants se situant à la droite du spectre politique qui cherchent à accélérer le Second Avènement du Christ en réunissant les juifs du monde en Terre sainte. Ces sionistes chrétiens, dont le nombre aux seuls

³¹ David Ben Gourion, *Israël, années de lutte*, op. cit., p. 79.

³² <http://www.breakingisraelnews.com/33196/biblical-origins-benjamin-netanyahu-name-heralds-strong-victory-right-jewish-world/#MsHfWdoqeg2xUjFC.97>

³³ <http://www.nytimes.com/2012/05/01/world/middleeast/benzion-netanyahu-dies-at-102.html>

³⁴ <http://alt-arch.org/en/wp-content/uploads/2016/01/JsIm-Religion-Politics-Eng-Web.pdf>

³⁵ Cité dans Denis Sieffert, « Éloge de la pensée binationale », *Politix*, 17 mai 2007.

³⁶ La Commission Peel, ou Commission royale pour la Palestine, est une commission royale qui a été mise en place en 1936 afin de modifier le mandat britannique et régler la situation en Palestine, alors en pleine révolte arabe.

États-Unis est estimé à 50 millions³⁷ et dépasse de loin la population juive du monde entier (estimée, elle, à moins de 14 millions), appuie généreusement les factions sionistes les plus intransigeantes.

Conséquences de la Déclaration Balfour

La lettre dactylographiée de Balfour devient « la Déclaration Balfour ». Les colons sionistes y voient, avec raison, la première pierre de l'édifice de l'État juif, la première allusion à la légitimité de leur projet. Ils en fêtent avec enthousiasme le premier anniversaire dans les rues de plusieurs villes palestiniennes. Ce qui galvanise alors l'opposition de la population locale au projet sioniste. Une lettre adressée aux autorités d'occupation militaire britannique proteste les intentions des sionistes de dominer leur pays, leur usage du drapeau bleu et blanc avec « deux triangles inversés ». Ils soulignent que leur sympathie pour les victimes de l'antisémitisme en Europe ne signifie point leur acceptation du projet sioniste³⁸.

La détermination d'établir un État pour les juifs reflète l'horreur d'une destruction totale, horreur ancrée dans la mentalité coloniale propre au mouvement sioniste de Herzl. On en trouve la cause dans les propos de Balfour qui, en 1919, avoue que :

nous ne proposons même pas un recours à une consultation pro forma auprès des habitants actuels du pays. [...] Les quatre grandes puissances se sont engagées en faveur du sionisme. Et le sionisme — qu'il ait tort ou raison, qu'il soit bon ou mauvais, comme il est enraciné dans des traditions séculaires, des besoins actuels et des espoirs futurs — est bien plus important que les désirs et les préjugés des quelque 700 000 Arabes qui habitent actuellement cette ancienne terre³⁹.

Balfour formule, par conséquent, des recommandations dont la mise en pratique ne peut que perpétuer le conflit : expansion territoriale et appropriation des ressources hydrauliques. Malgré la supériorité militaire incontestable d'Israël, ce spectre continue à dominer la conscience collective des sionistes.

Lorsque les sionistes arrivent en Palestine, ils découvrent un pays où, depuis des siècles, cohabitent des juifs, des musulmans et des chrétiens. Sur ce plan, les habitants de vieille souche, tant juifs qu'arabes, ne cadrent pas avec l'image, elle aussi empruntée aux protestants, d'« une terre sans peuple » que cultivent les immigrants sionistes qui disent représenter « un peuple sans terre ». Mais, aux yeux des idéologues du sionisme, la Terre est vide : ces communautés traditionnelles pittoresques ne représentent pour eux qu'une partie du paysage. Ils ne font pas seulement abstraction des Arabes ; ils ne remarquent guère les juifs pieux, dont la majorité séfarade est par ailleurs intégrée à la vie économique locale.

La Déclaration Balfour renforce et formalise l'appui dont jouissent les sionistes auprès de Londres, qui est prêt à accepter leur prétention de parler au nom de tous les juifs en Palestine, voire du monde entier. Or, la majorité des juifs qui résident en Palestine jusqu'à la fin des années 1920, n'a aucune ambition nationaliste, une nuance qui les positionne favorablement dans le climat de plus en plus tendu et envenimé de la Palestine. Cette nuance échappe souvent aux observateurs de

³⁷ <http://www.pbs.org/moyers/journal/10052007/profile.html>

³⁸ Bernard Wasserstein, *The British in Palestine: The Mandatory Government and Arab-Jewish Conflict, 1917–1929*, Londres, Blackwell, 1991, pp. 30–32.

³⁹ Cité dans : Regina Sharif, *Non-Jewish Zionism: Its Roots in Western History*, op.cit, p. 78.

l'époque qui semblent confondre les sionistes avec leurs détracteurs les plus tenaces, juste parce que les deux groupes s'appellent juifs. Les rabbins traditionalistes imputent aux Occidentaux, et en particulier aux autorités britanniques, l'erreur de ne pas distinguer les juifs orthodoxes, qui habitaient depuis des générations la Terre sainte, des nouveaux immigrants. Il s'agit d'une autre manifestation de l'antisémitisme qui considère les juifs comme une entité organique homogène.

L'engagement inébranlable des sionistes à établir un État surmonte tant l'opposition de la population locale, arabe et juive, que les objections que leur projet engendre au Parlement britannique. Plusieurs éléments de la Déclaration Balfour sont intégrés dans la formulation par la Société des Nations du mandat britannique en Palestine. C'est sans doute la première manifestation de la reconnaissance du projet sioniste en droit international, et elle ouvre la voie vers ce qui conduira en 1948 à la déclaration unilatérale de l'État d'Israël.

La Déclaration Balfour tient donc un rôle crucial dans la réalisation ultime du projet sioniste, un rêve de quelques enthousiastes d'Europe de l'Est qui ne représentaient pourtant au moment où Balfour signait sa lettre à Rothschild qu'eux-mêmes. Elle provoque également le conflit le plus long du siècle dernier qui n'est plus une confrontation entre deux nationalismes, juif et arabe, mais plutôt une domination de plus en plus serrée de la population arabe par l'appareil militaire et bureaucratique de l'État d'Israël jouissant d'une impunité et d'un appui occidental.